

Le SMIC "protecteur" ne protège personne

Les lois sur le salaire minimum visent à aider ceux qui gagnent très peu d'argent, mais elles font tout le contraire. Pouvez-vous vraiment dire que vous défendez les personnes défavorisées si vous soutenez les lois sur le salaire minimum ?

Les lois pour le salaire minimum existent depuis un certain temps, de sorte qu'il devient de plus en plus difficile de contester leur existence. Pour la plupart des gens, même ceux qui prétendent être en faveur du "libre-échange", la garantie du SMIC pour tous les travailleurs semble une évidence.

Pour les syndicats et les politiciens, l'augmentation du salaire minimum est facile à vendre : une fois instauré, le taux horaire minimal peut être progressivement augmenté sans frais pour le gouvernement, éliminant ainsi la nécessité de répondre à des questions agaçantes comme la question fondamentale : "Qui va payer ?"

Le SMIC a aussi l'avantage d'établir des réfutations faciles à toute opposition : quiconque s'oppose au salaire minimum (ou à son augmentation) doit avoir des intérêts financiers dans ce domaine ou simplement manquer d'empathie pour les travailleurs à bas salaires.

Cependant, la réalité est que les personnes qui ont besoin d'un coup de pouce sur le marché du travail se voient refuser cet accès en conséquence directe du SMIC. Le salaire minimum exige des employeurs qu'ils paient les travailleurs au-delà de la valeur du marché de leur travail horaire, ce qui les oblige à renoncer à de nouveaux emplois ou simplement à remplacer le travail humain par des machines.

Il y a plusieurs catégories de personnes qui sont nettement plus touchées que la moyenne par ces salaires minimaux. En voici trois :

Les adolescents

Une étude réalisée en 2006 par l'université de Géorgie a révélé que chaque augmentation de 10 % du salaire minimum entraîne une baisse de 4,6 à 9% de l'emploi des adolescents. Les chercheurs ont ajouté :

"De plus, une augmentation de 10% du salaire minimum réduit de 5% le nombre moyen d'heures travaillées dans le commerce et, chez les adolescents qui demeurent employés dans ce secteur, réduit de 2 à 3% le nombre moyen d'heures travaillées."

Nous savons que beaucoup d'études ont confirmé des résultats similaires avec quelques variations. Elles ont révélé des effets négatifs du salaire minimum sur l'emploi des jeunes depuis l'utilisation des statistiques du ministère du travail aux Etats-Unis en 1915.

Un rapport de recherches publié en 2018 par le Mercatus Center a révélé que le salaire minimum a joué un rôle prédominant dans la tendance à l'augmentation du chômage des jeunes aux Etats-Unis depuis l'an 2000.

Les minorités ethniques

L'argument sur les origines racistes déclarées du salaire minimum aux Etats-Unis a déjà été bien documenté et expliqué par le professeur Deirdre McCloskey. Le salaire minimum a été conçu pour maintenir les travailleurs non anglo-saxons (ceux qui n'étaient pas blancs) hors du marché du travail en augmentant le coût de l'embauche de ces derniers.

L'économiste Thomas Sowell a expliqué en quoi des politiques analogues dans d'autres pays avaient le même effet :

"En 1925, une loi sur le salaire minimum a été adoptée dans la province canadienne de la Colombie-Britannique, avec l'intention et l'effet de priver les immigrants japonais d'emplois dans l'industrie forestière."

Sowell explique que l'on trouve des cas similaires en Australie et en Afrique du Sud, où des racistes et des militants syndicaux blancs ont fait pression en faveur d'une législation sur le salaire minimum. L'idée était d'éviter la concurrence de ces minorités, qui n'avaient ainsi plus le droit d'accepter des salaires inférieurs à ceux des travailleurs blancs, pour faire concurrence.

Avant l'adoption de la Fair Labor Standards Act (FLSA - loi pour le traitement équitable du travail), qui a institué le premier salaire minimum fédéral de 25 cents l'heure, l'écart de chômage entre Noirs et Blancs aux Etats-Unis ne dépassait pas 1%. Aujourd'hui, le taux de chômage des Noirs est deux fois plus élevé que celui des Blancs. L'augmenter, comme le suggèrent les multiples candidats démocrates à la présidence américaine, ne ferait qu'accélérer ce phénomène.

Les anciens criminels

Même si vous pensez peut-être qu'il est normal qu'un meurtrier ait des difficultés à trouver un emploi, si vous croyez qu'un être humain peut s'améliorer en se réinsérant dans la vie professionnelle, cet objectif ne devrait pas être rendu plus difficile par des obstacles supplémentaires.

Une étude publiée en 1976 dans la Monthly Labor Review prévoyait que le salaire minimum fédéral et le salaire minimum de l'Etat affecteraient les personnes qui se trouvaient "dans des positions de négociation particulièrement mauvaises (en prison et immédiatement après leur libération)".

Une étude réalisée en 2013 par le Boston College affirme que l'augmentation du salaire minimum fait augmenter la criminalité (vols, ventes de drogue et crimes violents) aux Etats-Unis en raison d'une baisse du revenu du travail résultant d'une réduction du travail.

Les entreprises annonçant qu'elles embauchent de plus en plus d'anciens détenus pour des emplois au salaire minimum, leurs employés seront également touchés par l'augmentation du salaire minimum sous la forme d'une réduction du temps de travail.

Les conséquences involontaires

D'autres questions peuvent être posées au sujet des effets sur d'autres groupes, comme les malades mentaux, qui se retrouvent aussi souvent dans des emplois mal rémunérés ou des emplois subventionnés et qui ont de la difficulté à concurrencer les autres travailleurs.

C'est le problème inhérent du SMIC : il empêche ceux qui sont désavantagés, d'une manière ou d'une autre, de rivaliser en offrant leur travail pour moins cher.

Les décideurs politiques doivent être conscients des conséquences involontaires des lois sur le

salaire minimum et évaluer les effets réels des mesures qu'ils imposent sur l'économie.

Pour plus d'informations de ce genre, c'est ici et c'est gratuit